



## Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT

## **Aménagement durable - Création du Comité des partenaires "COPAR-mobilité" au titre de l'article L.1231-5 du Code des transports - Composition - Approbation**

Monsieur Jean-Luc SAVY, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'article 15 de la Loi n° 2019-1428 d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019, codifié à l'article L.1231-5 du Code des transports, prévoit que les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) instaurent un comité des partenaires (COPAR), qui doit être consulté *« au moins une fois par an et avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire ainsi que sur la qualité des services et l'information des usagers mise en place »*. De plus, la loi Climat et Résilience de juillet 2021 précise que ce comité *« peut être consulté à l'occasion de l'évaluation de la politique de mobilité par l'AOM et sur tout projet de mobilité structurant »*.

Il est proposé d'identifier cette instance comme interlocuteur unique sur les sujets de mobilité, qu'ils relèvent de la pratique des usagers de l'espace public, comme de celle des transports collectifs ou de la prospective à plus long terme.

### Composition

Ce comité doit au minimum associer *« des représentants des employeurs et des associations d'usagers et d'habitants »* et depuis la loi Climat et Résilience, *« des habitants tirés au sort »*. La Métropole souhaite que ce COPAR-mobilité renforce l'association des entreprises et des usagers à la définition et l'évaluation des politiques de mobilité. Ce comité sera un lieu dialogue entre l'autorité organisatrice de la mobilité, les usagers et le tissu économique. La composition de cette instance doit être à la fois représentative des enjeux de mobilité sur chaque partie du territoire, et suffisamment souple pour travailler efficacement.

Il est proposé de composer le COPAR-mobilité comme suit :

- 25 à 30 représentants des employeurs et acteurs économiques dont :
  - o Les chambres consulaires ;
  - o Les organisations syndicales et patronales ;
  - o Les grands employeurs publics (hôpitaux, universités, ...) ;
  - o Les grandes entreprises réparties sur différents secteurs géographiques de la Métropole ;
- 25 à 30 représentants des usagers dont :
  - o Les associations de consommateurs ;
  - o Les associations de Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ;
  - o Les associations de promotion du vélo ;
  - o La fédération des parents d'élèves ;
  - o Les représentants des étudiants à l'Université ;
  - o 10 habitants tirés au sort à la suite d'un appel à candidatures.

Les autres partenaires institutionnels, la Région en particulier, pourront également participer à la séance à la demande du Comité. Une articulation avec les travaux du Conseil de Développement, des Conseils de quartiers de Montpellier et des instances des autres communes sera recherchée.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'instaurer le Comité des Partenaires COPAR-mobilité ;
- D'approuver la composition du COPAR-mobilité telle que décrite ci-dessus ;
- De lancer l'appel à candidatures et le tirage au sort des habitants ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-172891-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.